

# alternatives international

JANVIER 2006, NUMÉRO 2 • HTTP://ALTERNATIVES-INTERNATIONAL.NET

## Les paysans africains contre le capitalisme mondial

En Afrique, les systèmes fonciers traditionnels étaient des systèmes de propriété collective dont la gestion était assurée par le pouvoir villageois. Le fonctionnement d'un tel système s'attachait à un équilibre écologique dû à une population rurale qui disposait de vastes terres pour l'exploitation desquelles jachères, pâturages, et coupes de bois étaient rationnelles. Jusqu'à l'arrivée du colonisateur, ces rapports ont été sauvegardés, notamment dans les couples démographie / terre, agricultures / élevage.

PAR SAMIR AMIN (DAKAR)

### L'irruption du colonialisme

Avec la colonisation, le capitalisme mondial a marginalisé les autorités villageoises dans la gestion communautaire du foncier et des ressources naturelles. La propriété collective a été vidée de son contenu. Le passage à la propriété individuelle s'est développé en parallèle à l'extension de nouvelles formes d'exploitation de cultures commerciales. Au Sénégal par exemple, la monoculture arachidière couvre toute la partie centrale et le nord-ouest et a fait de ce pays un grand exportateur de la denrée.

### Les paysans devant le marché

Or on observe aujourd'hui un appauvrissement des sols dans les terroirs du nord et du centre. Des cycles de sécheresse sont venus aggraver la désertification. C'est sous ce rapport qu'apparaît alors l'impact de



la gestion foncière et du commerce international. Car contrairement aux paysans européens qui intègrent dans leurs prix agricoles les coûts d'entretien et de reproduction du sol leur appartenant, il est difficile pour le paysan africain de valoriser une terre qui ne lui appartient pas. Cependant dans l'idéologie du marché qui fait de l'offre et de la demande des critères absolus de rationalité, cette absence de rente foncière explique que le système capitaliste puisse diminuer les prix agricoles. Toujours de moins en moins rémunérateurs, ces prix au producteur ne permettent pas l'entretien du capital foncier. C'est le cas du Sénégal pour l'arachide, du Niger et du Mali concernant les effets du surpâturage. Qu'il s'agisse de cultures dites commerciales ou vivrières, la monoculture crée des déséquilibres dans l'environnement. D'où la nécessité de

trouver un système de gestion adéquat des terroirs visant l'équilibre sylvo-pastoral et agro-pastoral entre l'exploitation des forêts et la mise en valeur des terres.

### Changer de politique

L'ajustement structurel a miné les politiques de développement rural intégré et le paysan est aujourd'hui seul face au lois du marché international. Entre-temps, les prix agricoles tropicaux sont à la baisse. Comment s'en sortir ? Il faut que les terres deviennent la propriété réelle des paysans pour permettre que ces derniers intègrent dans leurs coûts de production l'entretien du capital foncier. Il faut se retirer de la spécialisation dans les produits tropicaux d'exportation, donner la priorité aux marchés intérieurs africains et construire des systèmes de production agricoles complémentaires.

## D A N S C E N U M É R O



Palestine : Savoir dire non.....	2
UE : Guerre à finir contre les migrants et réfugiés .....	2
Démocratiser la démocratie au Venezuela .....	3
La bataille du Brésil.....	4
Le Maroc des luttes et de l'espoir .....	5
Une tragédie appelée Cachemire .....	5
Luttes urbaines et mouvement social .....	6
Alter Inter au FSM .....	7
Qui est responsable de la famine au Niger? .....	8



# PALESTINE :



## savoir dire NON

Le combat palestinien comporte un aspect emblématique pour un petit peuple qui résiste depuis des décennies contre l'occupation face à une des puissances militaires de la planète. Cette résistance résonne dans les cœurs de tous celles et ceux qui de Bamako à Caracas, des banlieues parisiennes à Karachi, refusent l'iniquité de la mondialisation capitaliste armée et le grand projet de recolonisation du monde.

PAR MICHEL WARSHAVSKY (JÉRUSALEM)

### **Du colonialisme «ancien» au colonialisme «nouveau»**

Depuis 1948, le conflit opposant le colonialisme sioniste au mouvement de libération national palestinien faisait dans une certaine mesure figure de bataille d'arrière-garde. Alors que le monde était en période de décolonisation, le sionisme tentait d'imposer son projet colonial au monde arabe et au peuple palestinien en particulier. Mais porté par l'histoire, le mouvement palestinien lançait son offensive après la défaite des États arabes en juin 1967 avec l'appui des mouvements émancipateurs, des pays non-alignés et de l'URSS. Cependant quarante ans plus tard, les mouvements de libération sont en déclin. L'URSS n'existe plus. Les impérialistes cherchent à recoloniser le monde et regagner ce qu'ils ont perdu. Et voilà qu'encre une fois le peuple palestinien se retrouve au premier plan. La guerre lancée par Bush dans le monde entier frappe

la Palestine qui sert de laboratoire pour cette entreprise de recolonisation globale, permanente et préventive (la «guerre sans fin»). Il faut se souvenir que les dirigeants israéliens ont «ouvert le bal» contre les Palestiniens, exactement un an avant un certain 11 septembre 2001.

### **Gérer sa propre prison**

La stratégie israélienne consiste à reprendre aux Palestiniens le peu qu'ils ont gagné, mais surtout à leur arracher toute capacité d'être un sujet politique. En fait, l'unilatéralisme est le seul modus operandi du pouvoir israélien, comme c'est d'ailleurs le cas dans toute relation coloniale. Entre-temps, le « retrait de Gaza » est comme Tel-Aviv aime à le présenter « un redéploiement unilatéral », et non pas comme les médias occidentaux le répètent bêtement, le redémarrage du processus de paix. Les Palestiniens sont invités à gérer leur prison. Pour le pouvoir colonial, c'est moins cher et plus efficace et dans la lignée de Georges W. Bush, c'est-à-dire, on parle l'unilatéralisme et la dérégulation du droit international. Si les Palestiniens refusent la capitulation, on frappe, on envahit, on réoccupe de manière directe.

### **L'Intifada**

Et c'est là que l'exemple de la résistance palestinienne a une portée mondiale. Elle nous dit quotidiennement que savoir dire NON à la soumission et maintenir un esprit de résistance sont des conditions nécessaires (bien qu'insuffisantes) pour préparer la contre-offensive de demain. Et dans ce dessein, la force morale et l'unité d'un peuple sont plus efficaces que les chars et les avions de chasse.

E U R O P E

## **Guerre à finir contre les migrants et réfugiés**

Depuis longtemps, une guerre larvée contre les migrants est engagée par l'Union européenne. Mais en 2005, on est passé à une autre étape. Des Africains ont été tués en tentant de franchir la frontière entre le Maroc et les territoires espagnols de Ceuta et de Melilla. D'autres ont été déportés et abandonnés dans le désert du Sahara.

PAR LE RÉSEAU MIGREUROPE (PARIS)

### **Sous-traiter la violence**

L'Union européenne fait prendre en charge par ses voisins du Maghreb la protection de ses frontières. L'UE privilégie une immigration « choisie » dont l'économie a besoin. Et pour cela, elle bloque « l'immigration subie » (les réfugiés qui fuient la misère, les catastrophes environnementales et les conflits). Pas de gêne, on décrète que la Libye où la détention d'étrangers, les expulsions de masse et les maltraitements sont monnaie courante est un « pays sûr ». On refoule les boat people échoués sur l'île de Lampedusa. On transforme le Maroc en une nasse où sont retenus dans des conditions inhumaines des milliers d'Africains. Les migrants sont les otages de cette sous-traitance de la violence.

### **Instrumentaliser le désespoir**

En laissant quelques exilés rejoindre la Sicile, la Libye négocie la levée de l'embargo sur les armes, la construction de camps de migrants et un engagement financier de l'UE pour protéger ses frontières au sud. En instrumentalisant le désespoir des subsahariens par des images d'« assauts » contre les enclaves espagnoles, le Maroc fait pression. Méthode efficace : moins d'une semaine après les tueries à Ceuta, le commissaire européen Frattini promet 40 millions d'euros à Rabat pour soutenir les efforts du pays dans sa « lutte contre l'immigration clandestine ». Mais quel est le bilan réel ? Plus de 6 500 personnes sont mortes ces dix dernières années en tentant de franchir les frontières entre le Maroc et l'Espagne. Pour renforcer le bouclage, l'Europe promet plus de patrouilles policières, plus de murs. Il s'agit de repousser les frontières de la violence institutionnelle loin des regards des opinions publiques et de médias.

### **Le nouveau mur de la honte**

Le discours de l'UE est mielleux : il faut œuvrer à « l'insertion harmonieuse des pays en développement dans l'économie mondiale ». Mais les morts de Ceuta et Melilla sont les victimes emblématiques d'une Europe qui renie les valeurs qu'elle déclare « universelles », et qui confie derrière le nouveau mur de la honte le sort de milliers de personnes au désert du Sahara.



# Démocratiser la démocratie dans le Venezuela bolivarien

Depuis 1998 la révolution bolivarienne change la face du Venezuela. Une nouvelle démocratie participative donne la parole aux citoyens.

PAR MARGARITA LOPEZ MAYA (CARACAS)

Le Venezuela n'a pas connu de dictature dans les années 1960 et 1970. Mais dans les années 1980, une forte demande sociale s'est exprimée pour contester la démocratie «de basse intensité» qui prévalait dans ce pays et qui excluait la majorité. C'est à cet impératif que répond la démocratie «participative» proposée depuis quelques années par le gouvernement d'Hugo Chavez. La nouvelle Constitution (adoptée par référendum en 1999) affirme que la République a pour but d'établir «une société plus démocratique». Plus encore, la constitution consacre le droit à la participation des citoyens de manière «directe, semi-directe et indirecte» non seulement dans

l'exercice du suffrage mais aussi dans les processus «d'exécution et de contrôle de la gestion publique». Dans cette logique, les citoyens sont les «piliers sur lesquels doit se dresser une société égalitaire, solidaire et démocratique» (article 62). Dans ce contexte, l'État doit changer de rôle, être un «accompagnateur» et permettre la «prise de pouvoir des citoyens».

## Des avancées considérables

Sur le plan économique et social, la Constitution reconnaît l'action des coopératives et d'autres formes associatives «guidées par des valeurs de coopération mutuelle et de solidarité». Une loi dite «des conseils locaux de planification publique» confie aux citoyens la gestion de services publics, l'eau par exemple. À l'aide de micro-crédits et en forçant les entreprises publiques à privilégier les achats auprès des coopératives, l'idée est également de renforcer le secteur communautaire. Dans le domaine de l'éducation, 3750 écoles «bolivarien-

nes» assurent gratuitement à un million d'enfants pauvres les repas et les manuels scolaires. En trois ans, l'analphabétisme a quasiment été vaincu. Dans la santé, les «missions» comme «Barrio Adentro» («Dans les quartiers») ont déployé des milliers de médecins cubains et vénézuéliens dans les quartiers populaires.

## Utopie

Certes, la démocratie participative est un horizon à long terme. Pour le moment, on avance, notamment grâce aux revenus pétroliers exceptionnels. Mais les Vénézuéliens restent sur leur garde, d'autant plus qu'ils ont déjà connu des années d'abondance et qu'ils ont vu ce qui se passait lorsque les prix de l'or noir baisse ! On s'interroge donc sur la solidité du financement à long terme. On questionne aussi l'inefficacité et la corruption qui restent enracinées dans le gouvernement. De la capacité à vaincre ces obstacles dépend donc un réel approfondissement de la démocratie.



# La bataille du Brésil

D'ici quelques mois, Lula et le Parti des travailleurs (PT) seront investis dans une nouvelle élection présidentielle. Divers «scandales» ont éclaboussé Lula lorsqu'on a révélé que des responsables gouvernementaux avaient mis en place un système de corruption des parlementaires (le PT achetait l'appui des autres partis). Symptôme d'une problématique plus vaste, cette confrontation constitue pour le PT et les mouvements sociaux qui l'ont soutenu depuis 25 ans un grand défi.

PAR PIERRE BEAUDET (MONTRÉAL)



## L'offensive de la droite

La crise actuelle découle d'une stratégie de la droite brésilienne pour reconquérir le pouvoir dans le contexte des prochaines élections présidentielles de 2006. Élu en 2002 par cinquante trois millions de Brésiliens, Lula était bien parti pour accélérer les réformes entreprises. Au moment de son élection de 2002 d'ailleurs, Lula avait bien expliqué que les transformations pour lesquelles le PT avait été élu étaient envisagées sur la durée et qu'un seul mandat présidentiel pouvait tout au plus mettre en place les conditions pour aller plus loin. Les principaux partis de droite dont le PSDB savaient donc bien à quoi s'attendre. Aussi avec l'appui des grands médias (tous de droite), ils tentent de faire trébucher Lula dans divers «scandales». L'idée également est de détacher Lula du PT et de sa base populaire, quitte à ce qu'il soit réélu, mais dans une dynamique où la raison d'être de sa présidence perdait son sens. On aurait donc un Président populaire, «encadré» par un appareil institutionnel très marqué à droite, ce qui jetterait les classes populaires dans la confusion.

## Un système pour le status quo

La crise actuelle reflète la fracture dans un système politique qui avait accédé de peine et de misère à la démocratie en 1985. Avec moins de 20% des députés pour le PT, Lula se retrouve à gouverner avec les «autres». Cette hétérogénéité est aggravée du fait que plusieurs parlementaires sont élus pour leur habileté médiatique davantage que pour leurs opinions. Ce «populisme» ancré dans les mœurs fait du Congrès une sorte de «souk» où sont constamment marchandés les votes proposés par le gouvernement. Lula et le PT savaient donc en 2002 qu'ils n'avaient pas «LE» pouvoir en gagnant la présidence, mais seulement une «parcelle de». L'hypothèse étant que l'on pourrait avancer dans une sorte de «guerre de position» à l'intérieur du système, en transformant peu à peu les institutions pour les démocratiser en faveur des classes populaires. Pari impossible ou utopie créative, le projet est maintenant fragilisé.

## Le PT malmené

Le PT a subi durant la dernière période une certaine usure du pouvoir démontrée lors des dernières élections municipales (octobre 2004). La perte de villes-symboles comme Sao Paulo et Porto Alegre a fait mal. Selon Plínio Arruda Sampaio, un des fondateurs du PT, «la conduite politique du gouvernement s'est soumise aux schémas de l'élite brésilienne corrompue : connivences, petits arrangements, alliances illégitimes, financement obscur des campagnes électorales. Ce comportement confirme le scepticisme d'une grande partie de la population et démoralise les leaders populaires qui pendant deux décennies ont lutté pour convaincre le peuple que le PT était différent». Des partisans du gouvernement Lula comme le Ministre de la



réforme agraire Miguel Rossetto admettent qu'un grand virage est nécessaire. Lors des élections internes au PT en octobre, plus de 300 000 militants ont participé au débat. Candidat de la gauche du PT pour la présidence du parti, l'ex-maire de Porto Alegre Raul Pont a obtenu 48% des votes (il a par la suite été intégré dans la direction nationale comme secrétaire général du PT).

## Les mouvements sociaux à l'heure des choix

Le PT demeure l'expression des mouvements de base qui ont dirigé la lutte pour la démocratie et la justice. La complicité entre le PT et les mouvements sociaux est porteuse, puisque le PT s'affiche comme «mouvement» et «partenaire» des organisations sociales, et non comme parti d'«avant-garde» au-dessus des masses. Mais depuis l'élection de Lula, les mouvements sociaux ont été un peu suivistes face au gouvernement. Seule et très importante exception, le MST a bien navigué, appuyant le gouvernement quand il le peut, s'en démarquant quand il le faut, notamment sur les ambiguïtés du pouvoir face à la réforme agraire. Car en dépit des promesses électorales, cette réforme a peu avancé. Le gouvernement a en effet adopté une politique d'austérité qui restreint les programmes sociaux. Aujourd'hui face à la crise que traverse le PT, les mouvements avertissent Lula qu'ils ne sont plus disposés à l'appuyer inconditionnellement. Des députés fédéraux du PT à l'appel du «Bloc des gauches» (regroupement des diverses tendances de gauche au sein du PT) ont signé en juin dernier un appel qui rejoint celui des mouvements sociaux : «le gouvernement Lula doit produire un choc éthique. Il doit modifier sa base d'appui parlementaire, éliminer les accords de troc des votes en échange des charges publiques. Pour un gouvernement de gauche, la «gouvernabilité» doit reposer sur son programme de changements et sur le soutien des mouvements populaires.»

# Le Maroc des luttes et de l'espoir

Le Maroc fête cette année son cinquantième de l'indépendance. 50 ans de luttes et de résistance qui ne cessent de s'accroître partout. Ouvriers, paysans, étudiants, petits commerçants, enseignants, handicapés, diplômés-chômeurs, habitants des quartiers populaires, femmes, sans compter les prisonniers politiques et de droit commun, tout le monde s'organise et conteste, d'où la multiplication des occupations de terres et d'usines, des manifestations et des grèves.

PAR KAMAL LAHBIB (CASABLANCA)

## Prendre la parole

Au-delà des mobilisations, il faut constater l'avancement qualitatif des revendications. Ainsi, le mouvement social endosse dans une large mesure les revendications concernant la langue et la culture amazigh. Il prend le devant au niveau social en œuvrant dans tous les domaines où l'État a fait faillite (environnement, santé, droits de l'homme, protection des enfants et des handicapés, intégration de la femme, lutte contre la corruption). Il s'empare de la parole, rompt la censure, descend dans la rue sans attendre l'autorisation des pouvoirs publics. La scène publique est envahie par un débat permanent entre la révolte et les défenseurs du régime qui oscillent entre une rhétorique agressive contre ce qu'ils appellent un «mai 68 permanent» et une propagande vantant le «Maroc en marche» en dépit des violences contre les manifestants.

## Paradoxes

En dépit de tout, on avance. L'État a été forcé d'adopter un nouveau code de la famille. Il a libéré en partie au moins l'espace audiovisuel. L'«initiative nationale de développement humain» annoncée en mai dernier promet des chantiers de lutte contre la pauvreté dans les communes rurales et urbaines. Mais les dominants ne sont pas totalement prêts à faire des concessions de fond. L'État est tenté de revenir aux «bonnes vieilles méthodes» (loi anti-terroriste, événements de Ceuta et Melilla, etc.). Le paradoxe se traduit par une dynamique à double sens : plus le champ de la liberté s'élargit, plus les demandes sociales deviennent pressantes et manifestes. Dans plusieurs sphères de la société, les citoyens demandent plus d'État sur les plans économique, social et culturel, moins d'État sur le plan politique. Car

dans ce Maroc meurtri, le malaise est profond. Les jeunes (30% sans emploi) sont révoltés. 15% de la population est dans la pauvreté «extrême». Les liens traditionnels de solidarité qui se désagrègent créent un vide. Les associations démocratiques en profitent, mais aussi on constate la montée en puissance de l'intégrisme religieux qui reste malgré son caractère contestataire un mouvement rétrograde.

## Les défis du mouvement social

Les mouvements sociaux progressistes sont en partie responsables de cette situation. Ainsi le syndicalisme n'arrive pas à s'affranchir de la tutelle partisane et sombre dans les méandres de la division. Le mouvement associatif reste fragmenté, fragilisé par l'approche «projet», dépendant des financements externes, souvent ancré dans une culture clientéliste et non-démocratique. Plus sérieuse encore est la situation qui prévaut dans les partis de gauche traditionnelle. En gros, ceux-ci ont échoué à mobiliser les populations, à structurer un espace public de débats, à proposer une «démocratisation de la démocratie» qui



irait au-delà des conquêtes réelles mais limitées comme le droit de vote et le multipartisme. C'est de tout cela dont se nourrit la contestation destructrice qui se termine dans l'extrémisme politique. Le phénomène de Nadia Yassine, la «passionaria» du mouvement islamiste Al Adl Wa Al Ih-sane, porte à réfléchir. Celle qui est perçue dans bien des milieux populaires comme l'«héroïne des pauvres» est maintenant courtisée par le Département d'État des États-Unis et l'Union européenne. On intuitionne que les dominants envisagent une sorte de «plan B» au cas où la démocratie deviendrait trop dangereuse pour leurs intérêts. Dans ce contexte, l'islamisme radical pourrait leur offrir une porte de sortie, paradoxalement.

## Le fantôme de Gramsci

Le Maroc se trouve face à la situation décrite par Antonio Gramsci : «le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair obscur surgissent les monstres». Les nouvelles forces politiques et sociales ont la responsabilité d'agir et de réfléchir à partir de leur terrain de luttes. Les espaces de débat, sans instrumentalisation des uns ni des autres, sans frilosité ni animosité, doivent se construire en n'oubliant jamais que l'existence d'un contre-pouvoir ne devrait pas être vécue comme une menace mais au contraire comme une nécessité absolue de la démocratie.

## Une tragédie appelée CACHEMIRE

En 1947 lors de la partition de l'Inde et du Pakistan, le Cachemire était l'épicentre d'une terrible tragédie. Quarante ans plus tard, la crise continue.

PAR FERAZ MEHDI (DELHI)

### La «vallée des larmes»

À l'époque coloniale, le «grand jeu» de Londres était de manipuler les tensions communautaires, une sorte de «*divide and rule*» permettant la perpétuation de l'empire et dont le résultat final fut la partition. Petit territoire situé à la frontière de deux pays, le Cachemire, est alors devenu un territoire à conquérir et dès 1948, les armées pakistanaises et indiennes s'y affrontaient. Par la suite, le Cachemire a été le terrain de plusieurs guerres dont la dernière, en 2001, a presque dégénéré en affrontement nucléaire. Les Kashmiris disent de leur pays qu'il est devenu la «vallée de larmes».



### Les Kashmiris résistent

Mais depuis quelques années, un mouvement pacifique réclamant l'autodétermination a émergé. Certes, Islamabad a tenté de l'instrumentaliser pour déstabiliser son éternel rival en pensant élargir son influence régionale en tant qu'«allié stratégique» des États-Unis dans la région et base arrière d'un mouvement «*jihadiste*» qui s'est lancé à la conquête de l'Afghanistan mais aussi du Cachemire. Devant cela, l'Inde au lieu de négocier avec la population kachmiri a intensifié la répression. Des milliers de civils ont été tués, blessés et emprisonnés.

### Un tremblement de terre «politique»

Le Pakistan a été secoué par les attentats du 11 septembre 2001. Un rapprochement stratégique est en cours avec l'Inde dans le cadre de la «guerre sans fin» de Bush. L'armée pakistanaise et ses alliés jihadistes sont sur la brèche. Ce déplacement des «plaques tectoniques» au niveau géopolitique n'est pas sans conséquence au Cachemire. Mais récemment, l'attention a été détournée à la suite du tremblement de terre d'octobre dernier, qui a détruit une grande partie du Cachemire (surtout dans la partie pakistanaise). Dans sa tradition brutale, l'armée pakistanaise a aggravé le désastre et actuellement, des gens restent sans abri devant les rigueurs de l'hiver. Trop souvent ignorées des agences de l'ONU et des donateurs, des ONG locales tant du côté pakistanaise que du côté indien sont sur la première ligne pour sauver des vies et défendre les droits des gens qui sont souvent brimés en ces périodes de catastrophes. Depuis que la télévision et les humanitaires ont quitté la région toutefois, ces ONG craignent que la catastrophe d'octobre ne mène à encore plus de répression et de négligence. Entre-temps, un grand réseau, le Forum indo-pakistanaise pour la paix et la démocratie (qui regroupe plusieurs centaines de militants indiens, pakistanaise, kachmiries) s'appête à lancer une grande campagne internationale pour la paix et la reconstruction du Cachemire.

# Les luttes urbaines construisent le mouvement social



Le soulèvement populaire dans les banlieues françaises a remis sur le devant de la scène l'importance des luttes urbaines. Cette révolte illustre les conséquences des politiques néolibérales en matière de chômage et de pauvreté, de l'interaction entre inégalités, discriminations et racisme. Elle renvoie à l'explosion des contradictions Nord-Sud dans les villes du « nord ». Elle souligne la montée en puissance des idéologies sécuritaires en réponse à l'insécurité sociale et écologique.

PAR GUSTAVE MASSIAH (PARIS)

## Une ville pour tout le monde

Les mouvements sociaux urbains se définissent par rapport à l'évolution des villes qui traduit celle des sociétés. La ville s'étend en quartiers ségrégués et refermés sur eux-mêmes, séparés par des autoroutes urbaines. Le modèle néolibéral combine la purification sociale et la ségrégation ethnique. L'enjeu est celui de l'affirmation des droits et de leur inscription dans les politiques urbaines et dans la production des villes. Et de fait, progresse l'idée que la ville à penser est celle qui pourra s'appuyer sur le droit à la ville pour tous. L'espace des acteurs de la transformation urbaine se réorganise. Entre l'Etat contesté mais toujours présent et les habitants, considérés comme « sujets », « clients », « consommateurs », « usagers » ou « citoyens », d'autres intervenants cherchent leur place. Les municipalités gagnent en autonomie ; elles relient le local

et le territoire ; elles affirment leur représentativité en tant qu'institutions de proximité. Les associations s'affichent comme la forme organisée de la société civile ; elles rappellent les intérêts des habitants et l'exigence de leur participation dans tout processus démocratique.

## S'organiser, c'est résister

Pour améliorer leur situation, les habitants s'organisent et créent des associations. Ils s'organisent pour lutter (syndicats, associations de locataires), ils s'organisent pour expérimenter et faire (associations de solidarité, d'insertion, de développement), ils s'organisent pour accéder au pouvoir (partis, associations citoyennes). Cette situation n'est pas nouvelle, mais les mouvements sont de plus en plus importants et en mutation. Ils combinent les revendications des droits dans les villes et des droits à la ville. La spécificité des mouvements urbains à travers les revendications qui concernent les conditions de vie des habitants des villes s'élargit à la production des villes et à l'accès aux droits à la ville. Les mouvements pour le droit au logement émergent de la défense des intérêts des sans-logis et des mal-logés comme le montre l'exemple du MNLN au Brésil. Le DAL en France construit le mouvement des NO-VOX, les sans-voix et les sans-droits, en élargissant les initiatives aux mouvements des sans-terre, des chômeurs, des migrants, des hors-castes, etc. Les mouvements se prolongent dans un vaste processus de régularisations qui s'oppose à l'exclusion des pauvres des centres-villes. Un vaste mouvement international contre les expulsions commence à s'organiser. L'« Asian Coalition for Housing Rights » qui regroupe les associations d'habitants pour

le droit au logement dans plus de vingt pays asiatiques met en avant cette nouvelle appellation des « pauvres urbains ».

## Une nouvelle citoyenneté

Les luttes pour la sécurité foncière se prolongent dans des pratiques d'amélioration, ou de construction, des logements, dans la réhabilitation urbaine et l'aménagement, dans la revendication de citoyenneté. Les associations en France, comme Emmaus et la Fédération pour l'insertion par le logement élargissent leurs interventions du logement aux quartiers. Le mouvement associatif porte de nouvelles pratiques de recomposition foncière, d'épargne et de crédit populaire, d'auto-construction et d'auto-promotion, de gestion collective des espaces, de démocratie de proximité. Ce bouillonnement donne naissance à une élaboration intense. Par exemple, le mouvement pour la réforme urbaine met en jeu l'analogie avec la réforme agraire de la décolonisation. Il met en avant la propriété foncière, la production et l'emploi dans les quartiers, le financement, la gestion urbaine, la démocratie et la citoyenneté. Un autre exemple, celui de la recherche des formes d'alliance entre municipalités et associations d'habitants qui se concrétise à travers les propositions de budget participatif lancées à Porto Alegre. Les mouvements sociaux urbains sont porteurs de nouveaux projets de transformation sociale. Ils se renouvellent à partir de leur participation au mouvement altermondialiste caractérisé par la convergence des mouvements sociaux et citoyens autour d'une orientation commune, celle de l'accès pour tous aux droits fondamentaux, à la paix et à la démocratie.



# Alter Inter au FSM

Depuis 2003, les instances du FSM discutent de l'avenir du Forum. Tout le monde est conscient que l'«épouée» de Porto Alegre a mis au monde une dynamique qui change. À Mumbai en Inde, on a démontré que le FSM était en train de devenir réellement mondial. Peu après est venue l'idée d'organiser le Forum en Afrique en 2007 à Nairobi au Kenya. Parallèlement pour garder le momentum, il a été décidé d'organiser en 2006 un Forum social «polycentrique» dans les trois villes de Caracas, Karachi et Bamako. En tant que membre du comité international du FSM, Alter-Inter est très impliqué dans ce processus à la fois exaltant et ambitieux. Nos membres et nos délégué-es seront présents cette année au Venezuela, au Pakistan et au Mali.

## Caracas

Tous savent que le Venezuela est actuellement un grand «laboratoire» où s'expérimentent de nouvelles formes de pouvoir populaires. Le gouvernement progressiste dirigé par Hugo Chavez tente de changer la donne dans un pays dominé par une petite élite depuis toujours. Un même vent de gauche souffle ailleurs dans l'hémisphère, au Brésil, en Argentine, en Bolivie, en Uruguay, au Mexique. Alter-Inter sera présent dans ce débat à travers plusieurs activités, notamment sur le renouvellement de la pensée progressiste au vingt-et-unième siècle.



## Karachi

Frappé récemment par un grand tremblement de terre, le Pakistan est affecté par les turbulences qui traversent une région que d'aucuns appellent l'«arc des tempêtes», de l'Asie du sud et centrale au Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. C'est là où se déploie la «guerre sans fin» de Bush. Pour le mouvement populaire, les enjeux sont importants. Il faut lutter contre l'impérialisme des USA et les forces rétrogrades qui sont l'autre côté de la même médaille de la réaction. D'autre part, développer un mouvement pour la démocratie dans des conditions de grande adversité. Alter-Inter sera présent, notamment à travers un séminaire sur les résistances dans l'«arc des tempêtes».

## Bamako

En Afrique subsaharienne, le mouvement social oeuvre dans un contexte où la misère et la guerre se nourrissent mutuellement pendant que les impérialismes cherchent à recoloniser le continent. Mais en dépit de la gravité de la situation, le mouvement populaire s'organise, comme l'ont démontré les formidables résistances au Niger, en Afrique du Sud, en Éthiopie, au Kenya, au Congo et ailleurs. En attendant Nairobi

en 2007, nous venons dans la capitale du Mali, un grand centre urbain traversé par un processus démocratique venant d'«en bas» et qui cherche à s'articuler davantage avec des partenaires dans la région et au-delà sur l'ensemble du continent. Alter-Inter sera à Bamako pour participer à plusieurs débats sur l'immigration, les luttes ouvrières et paysannes, etc.

## La construction du grand «réseau de réseaux»

Le FSM polycentrique de 2006 représente une réelle avancée pour les mouvements sociaux, mais en même temps soulève plusieurs questions: dans quelle mesure les mouvements sont-ils aptes à présenter des alternatives s'adressant à l'ensemble des sociétés, et pas seulement aux milieux organisés ? De quelle façon doit se faire l'arrimage avec le politique et la politique (le système des partis), de façon à permettre des transformations de grande envergure ? Comment peut se faire une réelle articulation des résistances mondiales dans un monde de plus en plus polarisé ? Tout le monde est convié au débat !

## Pourquoi Alternatives-International ?

Avec l'essor du capitalisme néolibéral et la disparition du grand «compétiteur» qu'était l'Union Soviétique, un nouveau système impérial se construit à travers de nouvelles guerres, la transformation de l'ONU en une chambre d'enregistrement des décisions américaines, le contrôle renforcé des institutions financières et commerciales, etc. De l'autre côté, le mouvement citoyen mondial s'affirme. Le Forum social mondial (FSM), au départ une rencontre, s'efforce de devenir un processus mondial, permanent, articulé, de réseautage, de création d'une nouvelle culture, de nouvelles «valeurs» d'un mouvement social. Pour le moment, ce mouvement ne se traduit pas par un projet ou une représentation politique univoque. Mais il s'y dessine à l'évidence des principes communs et des lignes de convergence qu'il est indispensable, pour sa maturation et son efficacité, de renforcer. Nos luttes et résistances sont le ciment d'une large alliance contre un système basé sur le sexisme, le racisme et la violence. Pour être à la hauteur de tous ces défis, nous avons décidé de faire converger nos efforts et de créer le Réseau «Alternatives – international», qui regroupe des associations de plusieurs pays dans le but de renforcer les synergies et les actions communes. Nous voulons être à la fois :

- Un réseau de mouvements sociaux qui se reconnaissent comme des acteurs importants dans la lutte pour la transformation sociale et politique.
- Un réseau qui promeut des actions de solidarité à l'échelle internationale, pour la démocratie, la justice sociale, les droits et le développement durable, contre l'impérialisme, le militarisme, le racisme.

Huit organisations ont signé l'appel. Le texte au complet ainsi que plusieurs autres documents sont accessibles à : <http://alternatives-international.net>

# Qui est responsable de la famine au Niger ?

Au Niger, 4,2 millions de Nigériens (sur 11 millions d'habitants) souffrent de la faim. Régulièrement, des catastrophes qu'on dit «naturelles» frappent le pays, comme l'invasion de criquets en 2004. Mais entre-temps, les paysans restent sans ressource pendant que les céréales européennes et américaines abondent dans un pays qui dispose de grain. Une infime minorité empoche des millions pendant que 70% de la population ne parvient même pas à survivre (en moyenne 500 francs CFA par jour). Selon le Syndicat national des enseignants du Niger, «l'État fonctionne comme une entreprise privée et se fout du bien public.

**PAR ALTERNATIVE-NIGER ET FRANÇOIS L'ÉCUYER (NIAMEY)**

## Faire payer les pauvres

Plusieurs accords récents prétendent alléger la dette des pays pauvres. Dernier en date, «l'effacement» de la dette de 18 pays accepté lors du sommet du G8 en Écosse l'été dernier. Mais dans la réalité qu'en est-il ?



Au Niger, le service de la dette (le remboursement des intérêts seulement) a augmenté de 24% en 2003 et de 15% en 2005. Trois milliards de dollars envolés en fumée. Ou si on veut, 30% des dépenses de l'État. Pour atténuer en partie le vol, les pays riches ont «concedé» au Niger un allègement, mais au prix de «conditionnalités» exorbitantes en continuation des désastreux plans d'ajustement structurel des années précédentes. Ainsi, l'eau des villes a été privatisée au profit de Vivendi qui multiplie les hausses de

tarifs et les débranchements. Dans un pays où l'élevage représente la principale activité économique, l'Office national vétérinaire a été privatisé. À l'aube de la famine, le président Mamadou Tanja a augmenté la TVA, en plus de l'imposer aux denrées alimentaires, à l'eau potable et autres produits de première nécessité. 75% du corps professoral a été envoyé en préretraite. Dans un pays où 92% des femmes et 77% des hommes sont analphabètes, les professeurs sont dorénavant remplacés par des «volontaires de l'éducation», des jeunes sans diplôme qui gagnent le quart du salaire des professeurs réguliers.

## La misère persiste

Le Niger a enregistré un surplus céréalier de 21 000 tonnes en 2005. Mais même le gouvernement admet que le nombre d'affamés est de deux millions, notamment dans les zones agropastorales comme Agadez et Diffa, où les populations semi-nomadiques pratiquent l'élevage et ne parviennent pas à couvrir leurs besoins en céréales. Au plus fort de la crise, les paysans devaient acheter le sac de 100 kg de mil à 30 000 CFA, soit le triple du prix normal. Ce qui veut dire qu'il doit maintenant vendre trois sacs de mil pour s'acquitter de sa dette.



**alternatives  
international**

Canada • **Gustave MASSIAH** est un des animateurs de l'Initiative pour un autre monde (IPAM), président du CRID, vice-président de Attac-France et co-directeur d'Alter-Inter • **Margarita Lopez MAYA** est sociologue à l'Université de Caracas et membre du comité organisateur du FSM • **Feroz MEDHI** travaille avec les organisations populaires de l'Inde, du Pakistan et du Cachemire pour le réseau Alternatives-International • **Réseau MIGREUROPE** (<http://www.migreurop.org>) regroupe plusieurs associations européennes dont l'Initiative pour un autre monde (IPAM) • **Michel WARSHAVSKI** est co-président de l'Alternative Information Center à Jérusalem •

## ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO :

**ALTERNATIVE-NIGER** - est une organisation membre d'Alternatives-International • **Samir AMIN** dirige le Forum du Tiers Monde basé à Dakar • **Pierre BEAUDET** est co-directeur d'Alternatives-International • **Kamal LAHBIB** coordonne le Forum marocain des alternatives Sud et est co-directeur d'Alter-Inter • **François L'ÉCUYER** est rédacteur du journal Alternatives-

## RENSEIGNEMENTS :

**PARIS** Alternatives-International  
21 ter rue Voltaire  
75011 Paris  
[www.reseau-ipam.org](http://www.reseau-ipam.org)

**RABAT** Alternatives-International  
63, rue El Kadi Ayaad,  
Diour Jamaa, Rabat, Maroc  
Tél. / Fax : 212 (0)37 20 22 93  
[www.forumalternatives.org](http://www.forumalternatives.org)  
<http://www.forumalternatives.or>

**MONTRÉAL** Alternatives-International  
3720, avenue du Parc  
Montréal (Québec) H2X 2J1  
Tél. : 1.514.982.6606  
[www.alternatives.ca](http://www.alternatives.ca)

<http://alternatives-international.net>